

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI

**CONCERNANT L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION
RECIPROQUES DES INVESTISSEMENTS**

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC,

et

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI,

dénommés ci-après les "Parties Contractantes";

DESIREUX de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante ;

CONSIDERANT l'influence bénéfique que pourra exercer le présent Accord pour améliorer les contacts d'affaires et renforcer la confiance dans le domaine des investissements ;

RECONNAISSANT la nécessité d'encourager et de protéger les investissements étrangers en vue de promouvoir la prospérité économique des deux Parties Contractantes ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 **DEFINITIONS**

Aux fins du présent Accord :

1. Le terme "investissement" désigne tout élément d'actif et tout apport direct ou indirect investis par les investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux lois et règlements de la dernière partie contractante, et notamment, mais pas exclusivement :

a/ les biens mobiliers et immobiliers, ainsi que tous autres droits réels tels que hypothèques, gages, sûretés réelles, usufruit et droits similaires;

b/ les actions et toutes autres formes de participation dans des entreprises ;

c/ les créances monétaires et droits à toutes prestations ayant une valeur économique et liés à un investissement;

d/ les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur, marques, brevets, procédés techniques, noms commerciaux et tout autre droit de propriété industrielle, ainsi que les fonds de commerce, conformément aux engagements souscrits par les parties contractantes auprès de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ;

e/ les concessions de droit public conférées par la loi ou par contrat, y compris les concessions de recherche, d'extraction ou d'exploitation des ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur caractère d'"investissement" au sens du présent Accord.

Ces investissements doivent être effectués selon les lois et règlements en vigueur de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ces investissements sont effectués.

2. le Terme "Investisseur" désigne toute personne physique ou morale d'une partie contractante qui investit dans le territoire de l'autre partie contractante conformément aux lois et règlements de la dernière Partie contractante :

a/ le terme « personne physique » désigne toute personne physique ayant la nationalité de cette partie contractante conformément à ses lois ; et

b/ Le terme "personne morale" signifiera n'importe quelle entité, qui est incorporée ou constituée sur le territoire de l'une des parties contractantes conformément aux lois et règlements en vigueur de cette Partie contractante et qui a son siège social, son administration centrale ou son établissement principal des affaires dans le territoire de ladite Partie contractante. Cependant, toute personne morale doit avoir son siège social dans le territoire de l'une des parties contractantes et ses opérations doivent avoir une liaison réelle et continue avec l'économie de cette Partie contractante.

3. Le terme "revenus" désigne les montants rapportés par un investissement, et notamment, mais pas exclusivement les bénéfices, intérêts, dividendes et redevances de licence.

4. le terme "territoire" désigne :

a) pour le Royaume du Maroc : le territoire du Royaume du Maroc y compris toute zone maritime située au-delà des eaux territoriales du Royaume du Maroc et qui a été ou pourrait être par la suite désignée par la législation du Royaume du Maroc, conformément au droit international, comme étant une zone à l'intérieur de laquelle les droits du Royaume du Maroc relatifs au fond de la mer et au sous-sol marin ainsi qu'aux ressources naturelles, peuvent s'exercer.

b) pour la République du Mali : le territoire de la République du Mali ainsi que toutes les zones sur lesquelles il exerce en conformité avec le droit international sa souveraineté, ses droits souverains ou sa juridiction.

ARTICLE 2
PROMOTION ET PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

1. Chacune des Parties Contractantes encourage sur son territoire les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante et admet ces investissements conformément à ses lois et règlements.

L'extension, la modification ou la transformation d'un investissement, effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur dans le pays hôte sont considérées comme un nouvel investissement.

2. Les investissements effectués par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante bénéficient de la part de cette dernière d'un traitement juste et équitable en conformité avec le droit international et les dispositions du présent Accord ainsi que, sous réserve des mesures strictement nécessaires au maintien de l'ordre public, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

3. Aucune des Parties Contractantes n'entravera par des mesures injustifiées, arbitraires, abusives ou discriminatoires la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la cession, sur son territoire, des investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie Contractante.

4. Les revenus de l'investissement, en cas de leur réinvestissement conformément aux lois et règlements de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, jouissent de la même protection que l'investissement initial.

5. Les mesures qui doivent être prises par l'une des Parties contractantes pour des raisons de sécurité publique, d'ordre public ou pour la protection de santé publique ou de l'environnement ne doivent pas être considérées comme un « traitement moins favorable » au sens du présent article.

ARTICLE 3
TRAITEMENT DES INVESTISSEMENTS

1. Chaque Partie Contractante accorde sur son territoire aux investissements de l'autre Partie Contractante un traitement, qui n'est pas moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances analogues, aux investissements de ses propres investisseurs ou aux investissements de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

Chaque Partie Contractante, accorde sur son territoire, aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, pour ce qui est des activités liées à leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances analogues, à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée, le traitement le plus favorable étant retenu.

2. Le traitement de la nation la plus favorisée, visé au paragraphe (1) ci-dessus, ne s'applique pas aux privilèges et avantages qu'une Partie Contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union économique ou douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale ou un accord international similaire ou en vertu d'une convention tendant à éviter la double imposition en matière fiscale ou toute autre convention en matière d'impôts.

ARTICLE 4 **EXPROPRIATION ET INDEMNISATION**

1. Les mesures de nationalisation, d'expropriation ou toute autre mesure ayant le même effet (désignées ci-après par expropriation) qui pourraient être prises par les autorités de l'une des Parties Contractantes à l'encontre des investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante ne devront être ni discriminatoires, ni motivées par des raisons autres que d'utilité publique. Les mesures d'expropriation devront être effectuées selon la procédure légale, et contre une compensation rapide, adéquate et effective.

2. La Partie Contractante ayant pris de telles mesures versera à l'ayant-droit, sans retard injustifié, une indemnité dont le montant correspondra à la juste valeur au prix du marché de l'investissement exproprié à la veille du jour où les mesures d'expropriation sont prises ou rendues publiques, suivant la première situation qui se présente.

3. Les dispositions pour la fixation et le paiement de l'indemnité devront être prises d'une manière prompte, sans retard injustifié. En cas de retard de paiement, l'indemnité portera intérêt aux conditions du marché à compter de la date de son exigibilité, conformément à la législation nationale, jusqu'à la date du paiement. L'indemnité sera effectivement réalisable et librement transférable.

ARTICLE 5 **DEDOMMAGEMENT POUR PERTES**

Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements subiraient des dommages ou pertes dus à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national, révolte, insurrection ou tout autre événement similaire sur le territoire de l'autre Partie Contractante, bénéficieront de la part de cette dernière d'un traitement non discriminatoire et au moins égal à celui accordé à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisations, compensations ou autres dédommagements, le traitement le plus favorable étant retenu.

ARTICLE 6 TRANSFERTS

1. Chaque Partie Contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie Contractante, garantit à ces investisseurs, après l'acquittement des obligations fiscales, le libre transfert en monnaie convertible et sans retard injustifié des avoirs liquides afférents à ces investissements et notamment :

a/ du capital initial ou des montants complémentaires visant à maintenir ou à accroître l'investissement;

b/ des bénéfices, dividendes, intérêts, redevances et autres revenus courants;

c/ des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts relatifs à l'investissement;

d/ des produits d'une vente ou d'une liquidation totale ou partielle de l'investissement;

e/ des indemnités dues en application des Articles 4 et 5 du présent Accord;

f/ des salaires et autres rémunérations du personnel autorisés par chaque Partie Contractante pour travailler sur son territoire au titre d'un investissement.

2. Les transferts visés au paragraphe (1) ci-dessus sont effectués au taux de change applicable à la date du transfert et en vertu de la réglementation des changes en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante où l'investissement a été réalisé.

3. Les garanties prévues par le présent Article sont au moins égales à celles accordées aux investisseurs de la nation la plus favorisée qui se trouvent dans des situations similaires.

4. Nonobstant les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, chaque Partie contractante, peut sur une base non-discriminatoire, adopter ou maintenir des mesures concernant le capital étranger et le paiement des transactions :

a/ en cas de difficultés sérieuses de la balance des paiements ou de la situation financière externe ou d'un risque similaire ;

b/ dans le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements des capitaux causent ou menacent de causer de sérieuses difficultés macro-économiques, en particulier en terme de politique monétaire ou de change ;

c/ pour protéger les droits des créanciers.

5. Les mesures mentionnées dans le paragraphe 4 ci-dessus, devront :

a/ éviter les mesures non nécessaires, dans les circonstances exposées au paragraphe 4 de cet Article ;

b/ être provisoires et éliminées aussitôt que les conditions le permettent ; et

c/ être rapidement notifiées à l'autre Partie contractante.

ARTICLE 7 **SUBROGATION**

1. Si en vertu d'une garantie légale ou contractuelle couvrant les risques non commerciaux des investissements, des indemnités sont payées à un investisseur de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.

2. Conformément à la garantie donnée pour l'investissement concerné, l'assureur est admis à faire valoir tous les droits que l'investisseur aurait pu exercer si l'assureur ne lui avait pas été subrogé.

3. Tout différend entre une Partie Contractante et l'assureur d'un investissement de l'autre Partie Contractante sera réglé conformément aux dispositions de l'Article 9 du présent Accord.

ARTICLE 8 **REGLES APPLICABLES**

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie Contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

ARTICLE 9 **REGLÈMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS**

1. Tout différend relatif aux investissements entre un investisseur d'une Partie Contractante et l'autre Partie Contractante concernant une obligation de cette Partie Contractante en vertu de cet Accord sera réglé, autant que possible, à l'amiable, par consultations et négociations entre les parties au différend.

2. les parties au différend peuvent, sur l'initiative de l'une d'elles et dans le cadre de leurs consultations et négociations, consentir à appliquer d'autres procédures non obligatoires, comme la procédure de médiation.

3. A défaut de règlement à l'amiable par arrangement direct entre les parties au différend dans un délai de six mois, à compter de la date de sa notification écrite, le différend est soumis, au choix de l'investisseur:

a/ soit au tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué;

b/ soit à l'arbitrage international, dans les conditions décrites au paragraphe (4) ci-dessous.

4. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend peut être porté devant l'un des organes d'arbitrage désignés ci-après, au choix de l'investisseur :

a/ au Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la "Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", ouverte à la signature à Washington, le 18 Mars 1965 ;

b/ à un tribunal d'arbitrage ad hoc établi selon les règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (C.N.U.D.C.I.).

A cette fin, chacune des Parties Contractantes donne son consentement irrévocable à ce que tout différend relatif aux investissements soit soumis au tribunal visé à l'alinéa (a) du paragraphe 3 ci-dessus ou à la procédure arbitrale visée aux alinéas (a) et (b) de ce paragraphe.

Dans le cas où l'investisseur choisit de soumettre le différend à l'arbitrage conformément aux alinéas (a) et (b) de ce paragraphe, ce choix est irrévocable pour l'investisseur.

5. Aucune des Parties Contractantes, partie à un différend, ne peut soulever d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, ait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en vertu d'une police d'assurance.

6. Le Tribunal arbitral statuera sur la base du droit national de la Partie Contractante, partie au différend, sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, ainsi que des principes du droit international.

7. Les sentences arbitrales sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie Contractante s'engage à exécuter ces sentences en conformité avec sa législation nationale.

ARTICLE 10
REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES
CONTRACTANTES

1. Tout différend entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord sera réglé, autant que possible, par la voie diplomatique.

A défaut de résolution dudit différend par voie diplomatique dans un délai de six (06) mois, le différend est soumis à une commission mixte ad hoc, composée des représentants des Parties Contractantes; celle-ci se réunit sans délai, à la demande de la Partie Contractante la plus diligente.

2. Si la commission mixte ad hoc ne peut régler le différend dans un délai de six (06) mois à dater du commencement des négociations, il est soumis à un tribunal d'arbitrage, à la demande de l'une des Parties Contractantes.

3. Ledit tribunal sera constitué de la manière suivante: chaque Partie Contractante désigne un arbitre, et les deux arbitres désignent ensemble un troisième arbitre, qui sera ressortissant d'un Etat tiers, comme Président du tribunal.

Les arbitres doivent être désignés dans un délai de trois (03) mois, le Président dans un délai de cinq (05) mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes a fait part à l'autre Partie Contractante de son intention de soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe (3) ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie Contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder aux désignations nécessaires. Si le Président de la Cour Internationale de Justice possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes, ou s'il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder aux nominations nécessaires. Si le Vice-Président possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes ou bien s'il est empêché d'exercer son mandat, le membre le plus ancien de la Cour Internationale de Justice, qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes, sera invité à procéder auxdites nominations.

5. Le tribunal arbitral statue sur la base des dispositions du présent Accord et des règles et principes du Droit International. La décision du tribunal sera adoptée par la majorité des voix. Elle sera définitive et obligatoire pour les Parties Contractantes. Chaque partie contractante s'engage à appliquer ces décisions conformément à ses lois et règlements.

6. Le tribunal fixe ses propres règles de procédure.

7. Chaque Partie Contractante supportera les frais de son arbitre et de sa représentation dans la procédure d'arbitrage. Les frais concernant le Président et les autres frais seront supportés, à parts égales, par les Parties Contractantes.

ARTICLE 11 **APPLICATION**

Le présent Accord s'appliquera aux investissements effectués avant et après son entrée en vigueur par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux lois et règlements de cette dernière. Toutefois, le présent Accord ne s'appliquera pas aux différends qui pourraient survenir avant son entrée en vigueur.

ARTICLE 12 **ENTREE EN VIGUEUR, VALIDITE ET EXPIRATION**

1. Le présent Accord sera soumis à ratification et entrera en vigueur 30 jours à compter de la date de la réception de la dernière des deux notifications relatives à l'accomplissement par les deux Parties Contractantes des procédures constitutionnelles dans leurs pays respectifs.

Il restera en vigueur pour une période de dix (10) ans. A moins que l'une des Parties Contractantes ne le dénonce au moins six (06) mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix (10) ans, chaque Partie Contractante se réservant le droit de le dénoncer par notification écrite au moins six (06) mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

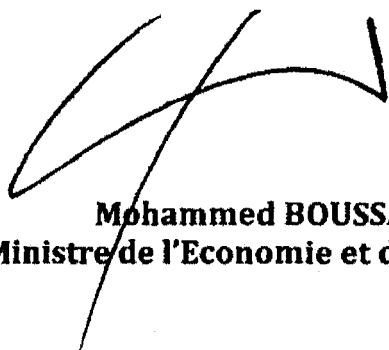
2. Cet Accord peut être amendé suite au consentement mutuel des deux parties contractantes. A cet effet, chaque Partie contractante peut notifier à l'autre Partie contractante son intention d'amender l'Accord à n'importe quel moment, mais pas avant dix (10) ans de son entrée en vigueur, en transmettant l'avis par écrit, par les voies diplomatiques, six (06) mois à l'avance. L'Accord sera modifié après le consentement des deux parties Contractantes. Si l'une des parties contractantes ne donne pas son consentement, ladite Partie contractante a le droit de dénoncer l'Accord. Cette dénonciation sera faite par les voies diplomatiques et sera considérée comme un avis de fin de l'Accord. L'Accord se terminera six (06) mois après la date de réception de l'avis sus-mentionné.

3. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix (10) ans à compter de la date de ladite expiration.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bamako le 20 février 2014, en deux originaux, en langues arabe et française, les deux textes faisant foi.

**POUR
LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DU MAROC**



Mohammed BOUSSAID
Ministre de l'Economie et des Finances

**POUR
LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DU MALI**



Mme. BOUARE Fily SISSOKO
Ministre de l'Economie et des Finances